

Arrêté n°13/2025

Arrêté portant octroi des aides pour les dettes de loyers

<b>13-2025</b> DÉPARTEMENT de SEINE-SAINT-DENIS	<b>CCAS DE LA VILLE DE SEVRAN</b>
ARRONDISSEMENT du RAINCY	<b>ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT DU CCAS</b>
CANTON de SEVRAN	<b>PRIS EN APPLICATION DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES</b>

Service émetteur

CCAS

Objet :

Arrêté portant octroi des aides pour les dettes de loyers

**Le Maire,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, dont notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2 et L2122-19, L 2122-30, R 2122-8 et R2122-10 ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles et particulièrement son article n°R.266-3 ;

**VU** la délibération n°1 du Conseil d'administration du CCAS de la Ville de Sevrans du 13 avril 2022 portant adoption du nouveau règlement intérieur des aides sociales facultatives,

**VU** la demande du comptable public ;

**VU** les demandes examinées en commission du 11 mars, du 18 mars et du 25 mars 2025 ayant reçu un avis favorable ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'octroyer des aides pour les dettes de loyer suite aux demandes des usagers reçues par le CCAS de Sevrans

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : OCTROIE** les sommes suivantes au titre des aides pour les dettes de loyer :

<b>BENEFICIAIRE DE L'AIDE</b>	<b>VERSEMENT DE L'AIDE</b>	<b>MONTANT ACCORDE</b>
NSIMBA ALFONSINA	<b>VILOGIA</b>	800€
MESBAH M'HAMED	<b>VILOGIA</b>	500€
SAMASSA KADIDIATOU	<b>BATIGERE</b>	1000€
ISIK VEDAT	<b>3F</b>	540€

**ARTICLE 2 :** DIT que ces dépenses seront imputées sur le budget « Logement » du CCAS en cours.

**ARTICLE 3 :** le directeur du CCAS et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°13/2025

Arrêté portant octroi des aides pour les dettes de loyers

**ARTICLE 4 : Le présent arrêté :**

- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Sevrans dans un

délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L. 411-7 CRPA) ;

- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site *Télérecours* ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera :

- Transmis au représentant de l'État au titre de légalité ;
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur ;
- Insérée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Fait à Sevrans, le 03/04/2025

Le Président du CCAS de Sevrans

Stéphane BLANCHET

M. le Maire de Sevrans certifie que le présent acte a été :

Reçu en Préfecture le :

Notifié le :